bolchévik. Néanmoins on peut aisément voirla ressemblance de principe entre la décision du Ier Congrès économique de toute la Russie de Mai 1918 qu'une nationalisation éventuelle des usines ne pourrait se produire qu'avec le consentement des conseils supérieurs économiques ou le conseil des communes du peuple d'ou le décret du 17 Mai 1921 qui défendait la confiscation des entreprises en Russie et la mesure Chinoise du 7 Septembre 1949 défendant aux ouvriers même dans le secteur privé de faire la grève. Le prolétariat russe se servait de méthodes nouvelles ; la classe ouvrière en Chine, beaucoup plus faible se contentait de l'arme classique de la grève, mais dans les deux pays, la législation se dirigeait contre la pratique des ouvriers. Derrière le masque de la soit-disant " dictature prolétarienne " on découvrait, en Chine, comme en Russie les traits du capitalisme .

34- En Chine comme en Russie, il y avait une contradiction entre ce que le régime bolchévik prétendait être et ce que ce régime était en réalité. Dans les deux pays, cette constatation menait à une discussion sur la question syndicale dans laquelle on évitait avec précaution de dire la vérité. Quand même les faits parlent un langage assez clair.
En 1952, les syndicats Chinois sont épurés des fonctionnaires qui comme on le dit se laissent trop mener par les ouvriers, qui montrent trop de soins pour leur niveau de vie ou tiennent trop à leurs droits . On organise des réunions dans lesquelles on attaque ceux qui " ne comprennent pas que des grèves soient permises et nécessaires dans les pays capitalistes et superflues dans un état socialiste ." On lance une campagne contre la " nonchalance dans la discipline du travail" tout comme autrefois en Russie,Trotsky plaida pour une discipline du travail assez dure. Celui qui fit le nouveau statut du syndicat général Hou Tchi Tchen déclare : " Il n'est plus comme autrefois du devoir des syndicats de mener une lutte sociale pour la chute du capitalisme". En1953, on constate au 7ème Congrès des syndicats chinois que "les intérêts directs et égoïstes de la classe ouvrière doivent être subordonnés à l'intérêt de